

2014 : Annus horribilis ?

L'année 2014 s'achève et les informations provenant du front économique ne sont pas des plus réjouissantes. On ne peut que regretter de finir l'année en rédigeant un éditorial de la Lettre économique de décembre avec une tonalité aussi négative. Mais les faits sont là et semblent têtus. Commerce mondial, prix des produits agricoles, croissance dans la zone euro, embargo russe... autant de points de crispation qui nous font oublier l'histoire.

L'année 2014 se termine sur une note qui n'est guère positive, quel que soit le domaine vers lequel on se tourne. En matière de croissance économique, le contraste s'installe entre une économie américaine qui repart sur un trend avoisinant les 4 % l'an, alors que la zone euro semble engluer dans une croissance atone, certains de ses membres étant carrément en récession. Et les craintes de voir surgir la déflation sont réparties de plus belle. Les conséquences immédiates sont bien connues. Faute de croissance, certains États ne sont pas en mesure de prélever les recettes fiscales suffisantes pour enrayer la dérive de leurs finances publiques. Le pragmatisme de la Commission Juncker a permis à des économies comme la France et l'Italie d'échapper aux sanctions financières pour déficit excessif, mais rendez-vous est donné en mars 2015. Le drame de la zone euro est que ses pays membres semblent bien mutualiser leur affaiblissement économique, confirmant les analyses antérieures sur l'attitude de l'Allemagne à qui l'on demande en vain depuis plusieurs années de stimuler sa demande intérieure. Il en découle que le taux de chômage atteint des sommets (France 11 %, Espagne 25 %, Italie 14 %), à l'exception de l'Allemagne (5 %).

Une mauvaise nouvelle n'arrivant jamais seule, le ralentissement des économies émergentes, Amérique Latine en tête et Chine ensuite, occasionne un repli du commerce mondial. Celui-ci n'a augmenté en 2012 et 2013 que de 3 %, contre 7 % durant la période 2002-2007, c'est-à-dire avant la crise de 2008. Certains observateurs y voient la conséquence d'un protectionnisme qui avance masqué. Risque de déflation en Europe, protectionnisme, cela rappelle de mauvais souvenirs. En matière agricole, l'année finissante se distingue par une baisse des prix à peu près généralisée. Grandes cultures, fruits et légumes, viandes, les marchés sont en berne. En viande porcine, le cours a même fortement décroché sous la

double impulsion d'une météo peu favorable durant l'été et d'un embargo russe qui continue à produire son effet sur les producteurs, en dépit du rebond constaté sur les exportations à destination de l'Asie et des États-Unis. Actuellement, le cours du porc avoisine 1 €.

La situation actuelle est donc grosse de dangers, en particulier pour la zone euro, qui, quoi que l'on en dise, n'est toujours pas tirée d'affaire. Le contraste est saisissant du coup avec la période d'après-guerre, où régnait la croissance de plein-emploi dans les principales économies avancées. Ce petit historique s'imposait en cette fin d'année. Non par nostalgie, mais en raison de la célébration, dans une discrétion remarquable, du 70^{ème} anniversaire des Accords signés en juillet 1944 à Bretton Woods (petite localité des États-Unis, P. Mendés France en ayant été le représentant français), lesquels instaurèrent des institutions internationales (Fonds Monétaire International et ce qui allait devenir la Banque Mondiale) dont la mission fut justement de promouvoir croissance, échange international, stabilité monétaire et emploi afin d'en finir avec la grande dépression des années 1930 et la guerre. Ces graves tumultes mondiaux n'ont pas empêché à l'époque le sursaut des grands dirigeants qui, en se réunissant, avaient trouvé une issue et ouvert la voie à une longue période faste.

Faudra-t-il une crise d'ampleur similaire pour inciter les puissances – Chine et États-Unis en tout premier lieu – à se mettre autour de la table pour dessiner un nouveau pacte mondial ? C'est triste à dire, mais un historien comme Harold James, professeur à l'Université de Princeton, a récemment indiqué que le monde actuel n'était pas encore entré dans la zone la plus dangereuse pour impulser un mouvement vers un tel pacte entre les grandes puissances. L'instabilité est bel et bien une denrée abondante. Bonnes fêtes de fin d'année tout de même.

Contact : Thierry POUCH

Assemblée Permanente des Chambres d'agriculture

9 avenue George V
75008 Paris
Tél : 01 53 57 10 10
Fax : 01 53 57 10 05
Email :

accueil@apca.chambagri.fr
REPUBLIQUE FRANÇAISE
Etablissement public
Siret 180070047 00014

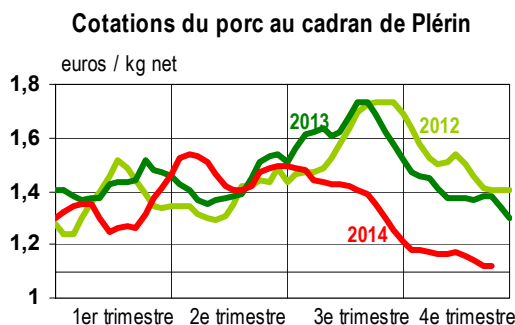
**www.chambres-
agriculture.fr**

**Avec la participation
financière du CasDAR**



Avec la contribution financière
du compte d'affectation spéciale
«développement agricole et rural»

Le cours du porc s'effondre



119 - Chambres d'Agriculture - Études économiques

source : Marché du Porc Breton

Encore une fin d'année difficile pour les éleveurs de porcs. Le cours est désormais proche de 1 €, soit très largement insuffisant pour couvrir les coûts de production. Le décrochage par rapport aux deux années précédentes, déjà orientées à la baisse, est donc net. En dépit d'une remontée des cours au printemps, tirés par les exportations vers l'Asie et les États-Unis, ils ont replongé ensuite, sous le coup de l'embargo russe et d'une météo estivale capricieuse. De plus, les exportations de juillet et d'août avaient reculé de -11 % par rapport à 2013

Des élevages moins accros aux antibiotiques

Il a été beaucoup question depuis plusieurs années de l'essoufflement du modèle agricole construit après la deuxième guerre mondiale, que beaucoup avaient qualifié de « modèle productiviste ».

Les problématiques environnementales et de la santé publique ont mis au jour une réflexion sur l'importance de l'innovation pour changer progressivement de modèle productif. La *Loi d'Avenir* a même récemment introduit la notion d'agroécologie, en faisant un objectif central pour les agriculteurs. Les élevages de viandes et de produits laitiers ont pleinement été concernés par de telles réflexions autour d'une nouvelle agriculture. De plus, la diminution des antibiotiques s'imposait avec le développement de l'antibiorésistance. Que l'on innove pour préparer une bifurcation en matière de modèle productif, l'expérience historique nous en a montré son caractère indispensable. Mais avant de faire surgir un nouveau paradigme productif, peut-être est-il possible d'aménager l'existant, en réduisant les quantités d'intrants pour produire.

C'est manifestement l'orientation qu'ont pris les éleveurs en diminuant les usages d'antibiotiques dans le développement des animaux. Le constat chiffré, émanant de l'Agence Nationale de Sécurité Sanitaire de l'Alimentation, de l'Environnement et du Travail (ANSES), montre en effet que les agriculteurs ont eu moins recours aux antibiotiques, les usages étant en baisse de - 47 % entre 1999 et 2013. Une telle évolution entre en résonance avec les attentes de la société et arrive à point nommé relativement aux négociations commerciales en cours avec les États-Unis, les antibiotiques et les hormones utilisés par les éleveurs américains constituant une source de tension entre les négociateurs. Même si l'on doit tenir compte des nouveaux composants actifs des médicaments injectés, ce qui se traduit par un usage moins fréquent, la baisse est bel et bien engagée, laissant entrevoir que l'objectif du Plan AntiBio (-25 % entre 2012 et 2017) pourrait être atteint. Des progrès restent toutefois à accomplir, tant du côté des producteurs que de l'ANSES, dont la méthode pour mesurer les usages d'antibiotiques en élevages sont perfectibles.

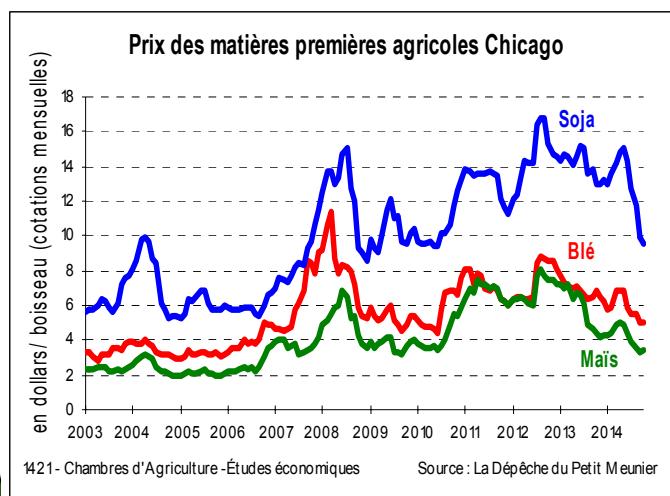
« Maladie hollandaise » : le Brésil en première ligne ?

L'économie brésilienne s'est distinguée depuis plusieurs années par des performances productives et commerciales qui lui ont permis de devenir le quatrième exportateur mondial de produits agricoles, devant la France.

Globalement, le taux de croissance de l'économie brésilienne était de 1,3 % en 2001, de 7,5 % en 2010, avant de retomber à 0,9 % en 2012 et sans doute aux environs de 1,3 % en 2014. Cette forte contraction de l'activité économique s'est répercutée sur le profil de la balance des opérations courantes, puisque le solde est devenu déficitaire depuis 2013 (- 81,4 milliards de dollars). L'excédent retiré sur les flux de marchandises est passé quant à lui de +46,5 milliards de dollars en 2006 à à peine +2,5 en 2013. Ce déficit des opérations courantes se traduit par une sortie de capitaux, préjudiciable au niveau des réserves de devises et au financement de l'économie du Brésil.

On sait qu'en viandes (bovine et de volaille), en soja, en sucre, en café et en jus d'orange, le Brésil s'est positionné comme un des grands pourvoyeurs de biens alimentaires de la planète. L'ambition affichée par le Ministère de l'Agriculture brésilien est d'ailleurs de nourrir les quelques 9 à 11 milliards d'hommes à l'horizon 2050. Depuis le début des années 1990, le Brésil est ainsi entré de plain-pied dans la mondialisation, faisant jouer ses avantages comparatifs et en particulier ceux émanant du secteur agricole et alimentaire.

Sauf que depuis le début de la crise, l'économie brésilienne apparaît de plus en plus fragilisée, fragilisation renforcée par une corruption vis-à-vis de laquelle la Présidente Dilma Youssef essaie de lutter. Outre la forte diminution des exportations de produits industriels qui a contribué à l'érosion du solde excédentaire de la balance commerciale, la baisse des prix des matières premières échangées a également œuvré à la dégradation des comptes extérieurs. Le cours du soja est en effet situé sur un trend descendant depuis 2012 (voir graphique). Constat auquel il faut ajouter les effets engendrés par l'élévation du niveau de vie des brésiliens qui se traduit par une croissance des importations de produits manufacturés, l'industrie locale n'étant pas en mesure de répondre à ce surcroît de demande. Les surplus commerciaux accumulés ces dernières années n'ont manifestement pas été utilisés pour muscler l'industrie.



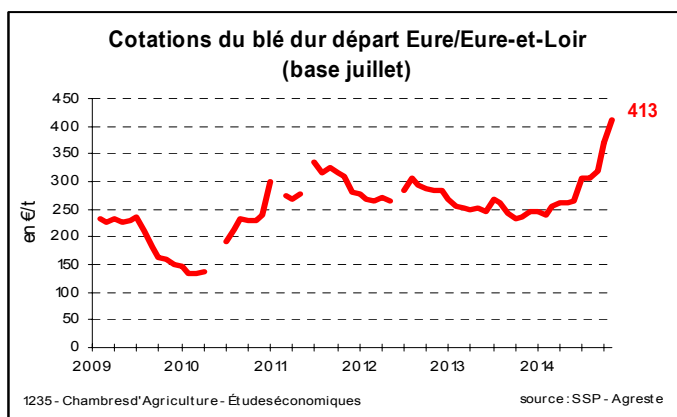
Le Brésil est d'ailleurs entré dans une phase de désindustrialisation, la part du secteur industriel ayant régressé dans le PIB et dans les exportations. Il s'ensuit que les difficultés du Brésil renvoient au phénomène bien connu des économistes et que l'on appelle la « maladie hollandaise ». Le fait de centrer une stratégie économique sur les matières premières fait courir à une économie le risque d'un retournement des cours et d'une désindustrialisation si les gains financiers retirés des échanges de produits de base ne sont pas injectés dans un projet de modernisation des structures économiques. L'économie brésilienne aura-t-elle donc les moyens de son ambition, à savoir nourrir le monde en 2050 ? Les batailles sur les marchés agricoles sont loin d'être finies.

Contact : Thierry POUCH

Moins de blé dur sur le marché et tensions sur les prix

Les surfaces en blé dur sont structurellement orientées à la baisse et les récoltes 2014 diminuent dans les principaux pays producteurs. Avec de plus, de faibles stocks mondiaux et des disponibilités réduites en blé de bonne qualité, les cours sont orientés à la hausse. Cette évolution va dans le sens opposé à la tendance 2014 des autres céréales, pour lesquelles l'abondance pèse sur les marchés.

Le prix du blé dur a fortement augmenté à l'automne 2014, passant de 305 €/t le 1^{er} septembre à 420 €/t le 18 novembre¹. Fin novembre, la cotation du blé dur a légèrement reculé avant de remonter début décembre (415 €/t le 8 décembre 2014). En moyenne mensuelle, le prix du blé dur Eure/Eure-et-Loir atteint 413€/t en novembre 2014. Il n'avait pas été aussi élevé depuis la campagne 2007/2008. A cette période, l'ensemble des prix des matières premières agricoles avait connu une forte hausse et le prix du blé dur Eure/Eure-et-Loir avait atteint plus de 450 €/t en janvier 2008. Cette hausse est à mettre en relation avec la diminution de la production mondiale de blé dur, en particulier pour les grains de haute qualité et des stocks mondiaux historiquement bas.



En France, la baisse des surfaces fait chuter la production

Alors que la production globale de céréales en France progresse en 2014, celle de blé dur diminue nettement. Avec 1,5 million de tonnes, la récolte 2014 est de 31 % inférieure à la moyenne quinquennale en raison de la réduction des surfaces, qui passent en 2014 sous la barre des 300 000 ha (contre 423 000 ha pour la moyenne 2009-2013). Selon le SSP, cette tendance est due à un rapport de prix défavorable entre le blé

tendre et le blé dur qui a « peu incité les agriculteurs à choisir le blé dur dont les rendements sont moins élevés que ceux du blé tendre »². La revalorisation des prix pourrait permettre une augmentation des surfaces en blé dur ce que confirment les premières estimations de semis du SSP. Ainsi, la sole de blé dur pour 2015 en France augmenterait de 10 % par rapport à 2014. Cependant, les surfaces semées resteraient 20 % inférieures à la moyenne 2010/2014. Selon Terre-net.fr « les producteurs restent prudents face aux problèmes récurrents de qualité et de rentabilité hétérogène face au blé tendre ». D'ailleurs, en 2014, la production française de blé dur, tout comme celle de blé tendre, a connu des problèmes de qualité (proportion de grains germés, mouchetés ou fusariés plus élevée dans certaines régions). Les surfaces pourraient donc rester faibles, d'autant plus que le blé tendre et le blé dur sont considérés comme une même espèce dans le cadre de la mesure de la diversité des assolements dans la nouvelle PAC 2015. Face aux difficultés de la filière blé dur en France, le Conseil céréales de FranceAgriMer de novembre 2014 a décidé la mise en place d'un plan de trois ans, intégré au plan stratégique de la filière céréalière à l'horizon 2025, pour la relance de la production. Il prévoit une aide couplée dans la nouvelle PAC et une enveloppe de 7 millions d'euros qui sera affectée à la production de blé dur dans les zones traditionnelles, le Nord Loire en étant exclu. Ce plan de relance et les prix élevés suffiront-ils à relancer la production de blé dur en France alors que les incitations de la PAC, la technicité requise et les questions récurrentes de qualité semblent défavorables ? Rien n'est moins sûr dans un contexte de recul des surfaces dans d'autres grands pays producteurs.

Production en retrait dans les principaux pays producteurs

Dans l'UE aussi, la production 2014 est en baisse. L'Italie, le principal producteur de blé dur en Europe, voit ses surfaces (1 180 000 ha) et sa production (3,6 Mt) reculer en 2014. Dans l'UE et notamment en Italie, en Espagne et en Grèce, les surfaces en blé dur ont nettement chuté en 2005/2006 après la réforme de la PAC et le découplage des aides. Le nombre d'hectares a ensuite légèrement ré-augmenté avant de reprendre une orientation à la baisse en 2009. Au niveau mondial, la production 2014 devrait également être en recul, avec une production au plus bas depuis 10 ans. Cette baisse est également à mettre en lien avec celle des surfaces : -15 % depuis 2003. Les surfaces diminuent pour les trois principaux producteurs mondiaux, le Canada, l'Italie et la Turquie.

Tableau 1

	2002/2003		2007/2008		2013/2014 (est)		2014/2015 (prév.)	
	Surface en ha	Production en tonnes	Surface en ha	Production en tonnes	Surface en ha	Production en tonnes	Surface en ha	Production en tonnes
France	0,35	1,43	0,46	1,99	0,34	1,78	0,29	1,47
Italie	1,69	3,72	1,44	3,91	1,27	3,77	1,18	3,63
Espagne	0,91	1,99	0,50	1,23	0,41	0,44	0,32	0,77
UE 28	3,84	8,69	2,90	8,22	2,73	7,96	2,27	7,34
Canada	2,5	4,3	1,5	3,7	2	6,5	1,9	4,8
Turquie	1,6	3,2	1,6	2,7	1,8	3	1,7	2,1
Algérie	1,3	1,8	1,2	1,8	1,5	2,5	1,5	2,1
Mexique	0,2	0,9	0,3	1,8	0,4	2,3		2,3
Etats-Unis	1,2	2,6	0,7	2	0,6	1,6	0,6	1,4
Monde	19,2	36,8	17,1	34,9	16,3	35,1	15,9	33,7

Source FranceAgriMer, d'après CIC, USDA

La diminution des surfaces a été particulièrement forte en Turquie (-40 % en dix ans). Elles ont même diminué de moitié dans le Dakota du Nord, principal État producteur de blé dur aux États-Unis (5^{ème} producteur mondial). D'ailleurs, la production de blé dur aux États-Unis recule et ce pays a perdu sa place de troisième exportateur mondial au profit du Mexique. En dix ans la production mexicaine est passée de 1 Mt à plus de 2 Mt, dont 1,3 Mt ont été exportés en 2013/2014. Globalement, la production est très localisée dans le bassin méditerranéen et au Nord du continent américain. Mais dans certains pays du pourtour méditerranéen, en particulier en Syrie, la production est compromise par les conflits. Le **Canada** est le deuxième producteur mondial et le principal exportateur de blé dur. Il représente près de 60 % des exportations mondiales. Sa production diminue entre 2013 et 2014 mais il faut rappeler que la production 2013 avait été exceptionnellement élevée et finalement, celle de 2014 revient à un niveau comparable à la moyenne quinquennale. En revanche, la question de la qualité de la récolte canadienne se pose après d'importantes pluies en août et en septembre. De plus, le marché reste concentré même après la perte du monopole du CWB (Canadian Wheat Board) sur la commercialisation du blé dur canadien.

Quel impact sur le prix des pâtes alimentaires ?

La diminution de la récolte 2014 devrait entraîner une baisse des exportations de 32 % entre 2013 et 2014 selon Agreste. Mais la principale crainte au sujet de la diminution des disponibilités et de la hausse des prix concerne l'industrie pastière. En effet, le blé dur est quasi exclusivement utilisé en alimentation humaine, pour la fabrication de semoules destinées à la production des pâtes alimentaires, du couscous et à la panification. La consommation moyenne en France de pâtes est d'environ 8kg/personne/an, loin derrière les italiens qui en consomment plus de 25kg/personne/an. D'ailleurs, 60 % des pâtes que nous consommons sont importées, en particulier en provenance d'Italie. Le couscous, également fabriqué à base de blé dur, représente 1,4 kg/habitant/an (Source Comité Français de la Semoulerie Industrielle et Syndicat des Industriels Fabricants de Pâtes Alimentaires de France). Dans certains pays, les industriels pourraient substituer tout ou partie du blé dur par d'autres céréales. En France, la législation l'interdit car les pâtes ainsi obtenues sont « collantes et de mauvaise qualité »³. La hausse des prix du blé dur pourrait donc avoir pour conséquence la hausse des prix des pâtes alimentaires car la part de la matière première blé dur est importante (environ 20 %) dans le produit fini selon l'Observatoire de la formation des prix et des marges. Avec la flambée des prix des céréales en 2007, le prix au détail des pâtes alimentaires avait également augmenté, avant de diminuer entre 2008 et 2010. Puis, il s'est stabilisé en 2012 et 2013. Ensuite, en 2014, les prix payés par les ménages français pour un kilo de pâtes supérieures ont diminué. En 2007, la flambée des prix des céréales avait provoqué une hausse des prix de 30 centimes pour 1 kilo de pâtes. Cette augmentation doit cependant être relativisée car la part des dépenses en pâtes dans le budget reste très faible en France (moins de 1 % des dépenses alimentaires).

Contact : Viviane PONS-THEVENOT

Pour en savoir plus :

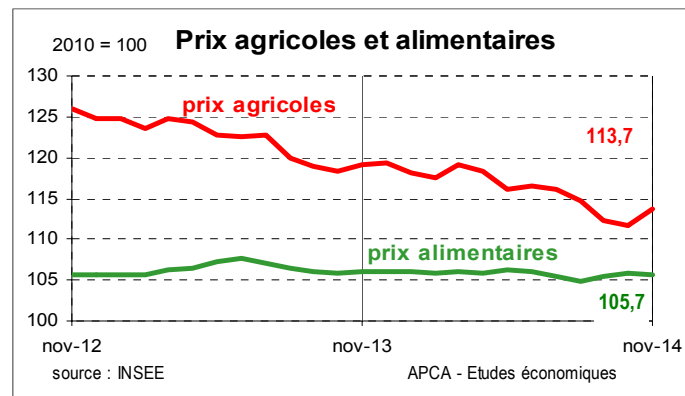
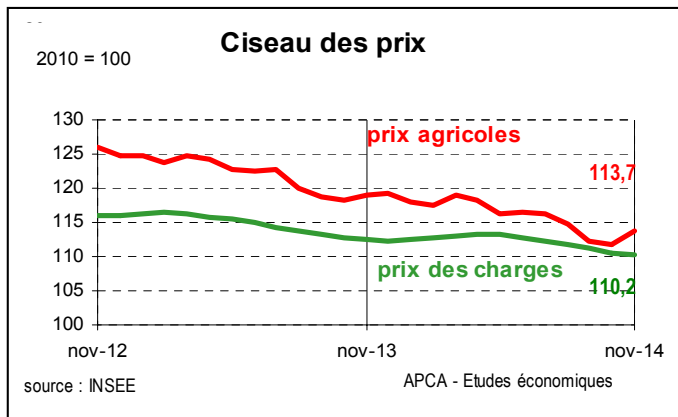
Agreste Conjoncture – novembre et décembre 2014
FranceAgriMer, Nouvelle crise sur le marché du blé dur – Les synthèses de FranceAgriMer n°20, novembre 2014.
FranceAgriMer, Marché du blé dur – Monde, Europe, France – Les études de FranceAgriMer, février 2013.

Observatoire de la Formation des Prix et des Marges des Produits Alimentaires <https://observatoire-prixmarges.franceagri.fr>

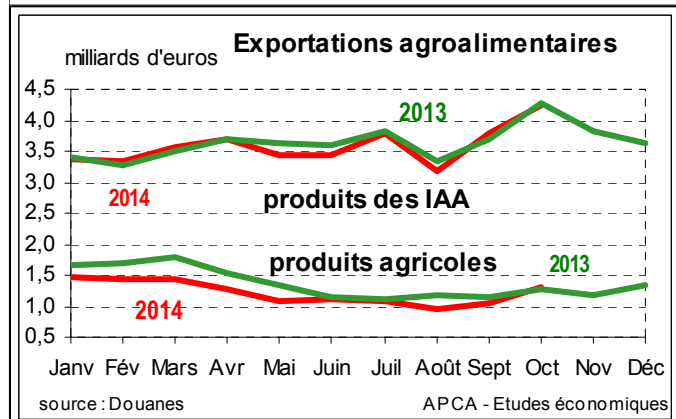
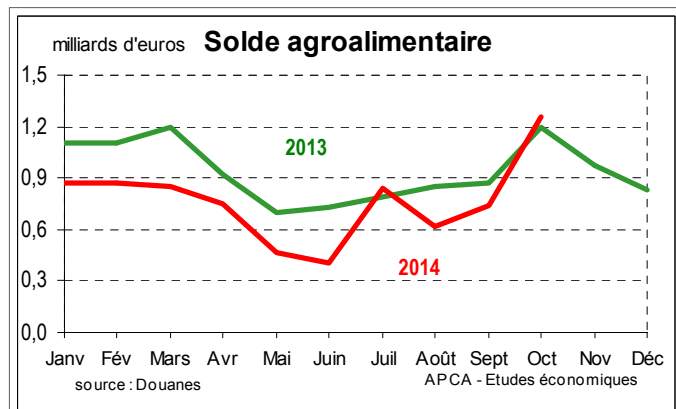
¹Cotation blé dur départ Centre, source Terre-Net.fr

²Agreste Grandes cultures et fourrages – Info rapides novembre 2014 – n° 9/10

³Source LSA – « Panzani : "Il n'y aura pas assez de blé dur pour répondre à la demande", Xavier Riescher, DG France », publié le 16 octobre 2014



% (Source : INSEE)	En 1 mois	En 12 mois	En 24 mois
Prix alimentaires	0,4	- 0,1	0,0
Prix agricoles	- 0,1	- 5,4	- 10,3
Prix des charges	- 0,6	- 1,7	- 4,5
Inflation	0,0	0,5	1,0



Solde du commerce extérieur agroalimentaire (Source : Douanes/SSP)		
En milliards d'€	En octobre	Cumul annuel
2014	1,259	7,677
2013	1,195	9,467